

NICARAGUA - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE XXIX

Prorogation de délai

Décision du 24 avril 1998¹

Considérant que, par Décision du 26 janvier 1994², l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 a été suspendue pour permettre au gouvernement nicaraguayen d'appliquer le Système tarifaire centraméricain (SAC), qui est fondé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé);

Notant que, par Décisions successives, la validité de la dérogation accordée au Nicaragua a été prorogée jusqu'au 30 avril 1998³;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995⁴, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée au Nicaragua pour l'établissement d'une nouvelle Liste XXIX;

Tenant compte du fait que le gouvernement nicaraguayen a présenté la documentation requise pour engager le processus de négociation⁵;

Notant qu'un Membre qui s'est réservé le droit d'engager des négociations conformément aux dispositions de l'article XXVIII n'a encore adressé aucune demande d'éclaircissements au gouvernement nicaraguayen;

Considérant que, afin de mener à bien les procédures établies par la Décision du Conseil du 12 juillet 1993 pour la rectification et la renégociation des listes de concessions négociées au GATT dans le contexte du Système harmonisé et de procéder à des consultations conformément aux dispositions de l'article XXVIII, le gouvernement nicaraguayen, ayant satisfait aux prescriptions énoncées dans le Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994,

¹Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

²L/7406.

³WT/L/240.

⁴WT/L/3 + Corr. 1.

⁵G/SECRET/HS/3.

a de nouveau demandé à être relevé des obligations qu'il a contractées au titre de l'article II du GATT de 1994⁶;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles, de proroger jusqu'au 31 octobre 1998 le délai prévu dans la Décision du 26 janvier 1994.

⁶G/L/230.